

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETMI

11 chemin de Perpignan
BP 33724
31000 Toulouse

Références : 2024-139
Code AIOT : 0006802412

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement SETMI, implanté 11 chemin de Perpignan à Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite, effectuée de façon inopinée, a été menée suite au signalement par l'exploitant d'un déversement accidentel de charbon actif (réactif neuf) le 07/03/2024 survenu dans le cadre des travaux en cours sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETMI
- 11 chemin de Perpignan BP 33724 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802412
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SETMI exploite à Toulouse, dans le cadre d'une délégation de service public (accordée aujourd'hui à la société VEOLIA), et pour le compte du syndicat mixte DECOSET, une usine d'incinération de déchets non dangereux.

Elle incinère les déchets ménagers produits par une partie de l'agglomération de Toulouse et assure également l'incinération de déchets industriels banals ainsi que de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Construit en 1969, le site dispose de 4 fours présentant une capacité totale d'incinération autorisée de 330000tonnes par an et d'une plateforme de valorisation des mâchefers.

La chaleur produite par l'incinération des déchets, valorisée au travers d'un ensemble de chaudières et de turbines, permet d'alimenter le réseau de chaleur de plusieurs quartiers toulousains et du Cancéropôle, d'alimenter en vapeur directement la blanchisserie et l'unité de stérilisation du CHU de Rangueil et de produire de l'électricité, réutilisée directement dans l'usine ou revendue à Enedis.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 11/03/2024, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Stockage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 2.6.3	Demande d'action corrective	15 jours
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 2.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Déversement accidentel	Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite, effectuée de manière inopinée, que l'exploitant a pris des dispositions satisfaisantes visant à limiter les conséquences de ce déversement accidentel.

Il s'agit désormais pour l'exploitant de rechercher les causes de cet événement et de prendre les mesures préventives adéquates pour faire en sorte qu'un événement similaire ne se reproduise pas. Ces éléments devront être indiqués dans le rapport d'incident qui lui a été demandé en application des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

En complément, plusieurs justificatifs relatifs à la gestion de cet incident sont demandés à l'exploitant (plan des réseaux, bordereaux de suivi de déchets, et niveau de remplissage du silo de charbon actif).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/03/2024, article R. 512-69
Thème(s) : Autre, Rapport d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant [...] est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Le jeudi 7 mars 2024, dans la matinée, environ 5.5 tonnes de charbon actif (neuf) se sont déversées au sol par une vis ajoutée sous le silo de stockage (création d'une future ligne de secours) dans le cadre des travaux en cours relatifs à la mise en conformité du site à la directive IED. L'exploitant a mandaté un camion en milieu de journée pour aspirer le produit déversé au sol. Or, le seul véhicule disponible trouvé s'est avéré ne pas remplir toutes les conditions de sécurité requises (camion non ATEX) et aucun autre matériel disponible n'a pu être trouvé avant le lundi suivant. Dans ces conditions, l'exploitant a entrepris la récupération de ce charbon actif par ses propres moyens (pelletage manuel après humidification et mise en big-bags étanches) et a sollicité l'appui des pompiers par précaution. La zone où le déversement s'est produit est sur rétention. Les eaux de ruissellement de cette zone sont collectées et réutilisées en interne sur le site (envoi vers les colonnes de traitement humide des fumées). Toutefois, du fait des conditions météorologiques pluvieuses, le réseau d'évacuation des eaux pluviales de l'ensemble du site a été obturé. Malgré ce déversement accidentel, l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de rupture d'approvisionnement en réactif pour le traitement des fumées et que le stock restant de charbon actif dans le silo a toujours été suffisant pour assurer le traitement des fumées et le fonctionnement normal des installations. L'événement n'a donc pas généré d'arrêt de ligne d'incinération, et la fourniture d'énergie et le traitement des déchets ont donc été maintenus. L'inspection a été informée le jour même de l'événement par téléphone. Les opérations de récupération se sont poursuivies jusqu'au week-end. Lors de la présente inspection, il a pu être observé que les opérations de récupération du charbon actif déversé étaient terminées. L'exploitant n'a pas encore procédé à l'analyse des causes de cet événement.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un rapport complet d'incident. Ce rapport devra notamment détailler les circonstances exactes de l'événement, les mesures "d'urgence" mises en place, accompagnées des justificatifs correspondants (tels que les bordereaux de suivi de déchets, les résultats des analyses d'eau et de résidus effectuées, etc.), ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter qu'un accident ou un incident similaire ne se reproduise.</p> <p>L'exploitant devra également expliquer comment le silo ne s'est pas vidé entièrement et comment le déversement a été stoppé dans la mesure où il n'y a eu aucune intervention particulière selon ses déclarations. Le niveau de remplissage du silo lors de l'incident devra également être justifié, ainsi que l'absence d'impact sur les rejets atmosphériques (transmission des résultats de l'autosurveillance durant la période de l'incident).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.6.3 de l'APC du 19/06/2014</p> <p>"A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses."</p> <p>Article L. 541-7-1 du code de l'environnement</p> <p>"[...] Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes* en vigueur. [...]"</p> <p>* Règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges,</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, il a pu être constaté que les big-bags contenant le charbon actif récupéré étaient étanches et entreposés au niveau de la plateforme mâchefers dans l'attente de leur enlèvement.</p> <p>Les big-bags ne sont toutefois pas étiquetés et leur contenu non identifié.</p> <p>Compte tenu de leur mise en contact avec le sol de la cour lors du déversement, le charbon actif s'est possiblement chargé en divers polluants. Des échantillons ont été envoyés en analyses pour valider la filière d'élimination (installation de stockage de déchets dangereux a priori).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les big-bags de charbon actif issus du déversement accidentel doivent être identifiés et étiquetés conformément à la réglementation en vigueur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. [...] Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait notamment apparaître: <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution d'eau potable et avec la distribution d'eau de nappe,...)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes manuelles et automatiques, compteurs, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure...)- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan du réseau d'eaux pluviales du site a été présenté. Les secteurs collectés y figurent ainsi que les différents ouvrages (séparateur et vanne d'isolement) et point de rejet. Toutefois, le réseau "interne" (en circuit fermé, sans point de rejet), collectant les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées (eaux de la cour côté silos, stock pré-traitement mâchefers, ...) alimentant les colonnes de traitement humide des fumées, la station de traitement physico-chimique, puis la lagune, n'y apparaît pas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan des réseaux d'eaux doit être complété et transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Déversement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2014, article 2.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : Lors de la visite du site, il a pu être constaté que la vanne d'isolement du réseau d'eaux pluviales du site était effectivement fermée. Du fait des conditions météorologiques pluvieuses, un camion de pompage était présent afin de vider le réseau en charge et rediriger ces eaux souillées vers le bassin de rétention du site ("lagune"). Le niveau de remplissage du bassin commençant à être élevé, l'exploitant a procédé à des analyses des eaux contenues dans le réseau afin de déterminer les possibles filières d'évacuation.

L'exploitant précise que le camion devrait être présent sur le site toute la semaine afin, dans un premier temps, de décharger le réseau EP, puis, dans un second temps, commencer les opérations de nettoyage du réseau et du séparateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les justificatifs relatifs aux éventuelles évacuations d'eaux et de boues (bordereaux de suivi de déchets) seront à transmettre à l'inspection (avec le rapport d'incident le cas échéant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déversement accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2004, article 1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] <p>3. prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
Constats : Comme indiqué dans la première fiche de constat, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer les circonstances exactes de l'événement ni les raisons précises ayant conduit à ce déversement accidentel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est donc demandé à l'exploitant de fournir une analyse détaillée de cet incident et les mesures mises en place pour éviter qu'un événement similaire ne se reproduise.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois